

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle - CS 71354  
68070 MULHOUSE Cedex 1

MULHOUSE, le 12/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **GANTER LAVIGNE EXTRACTION Baldersheim**

Lieu-dit "WOLFAECKER"  
68390 Baldersheim

Références : 0006700211\_2023\_10\_20\_GLE\_Baldersheim\_PPC  
Code AIOT : 0006700211

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2023 dans l'établissement GANTER LAVIGNE EXTRACTION Baldersheim implanté Lieu-dit "WOLFAECKER" 68390 Baldersheim. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GANTER LAVIGNE EXTRACTION Baldersheim
- Lieu-dit "WOLFAECKER" 68390 Baldersheim
- Code AIOT : 0006700211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GANTER LAVIGNE EXTRACTION (GLE), appartenant au groupe MICHEL SAS, exploite une gravière à Baldersheim (68390), à sec, et en eau (dragage flottante). L'autorisation d'exploiter le site est accordée jusqu'au 9 juin 2032.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Volumes autorisés
- Plan d'exploitation
- Fronts d'abattage
- Garanties financières
- Reconstitution des banquettes périphériques
- Collecte des effluents liquides
- Surveillance des déchets

- Surveillance de la qualité des eaux souterraines
- Formation à la lutte contre les incendies

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « Susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « Sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, articles 3.2.2 & 3.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Reconstitution des	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 3.5.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	banquettes périphériques			
6	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 5.3.5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 5.5.4-a	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Formation à la lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 8.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volumes autorisés	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 1.2.1	Sans objet
3	Fronts d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, articles 1.4.2 & 1.4.3	Sans objet
7	Surveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 2.6.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence plusieurs non-conformités concernant le plan d'exploitation, les banquettes de 10 m, les valeurs limites d'émission des eaux pluviales, la surveillance des eaux souterraines et la formation incendie du personnel. Ces non-conformités font l'objet d'une proposition au préfet de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Volumes autorisés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Volumes autorisés
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Ganter Lavigne Extraction est autorisée à exploiter les installations classées suivantes : [...] Production moyenne : 205 600 t/an Production maxi : 300 000 t/an [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare verbalement le jour de l'inspection et sur la base de relevés des tickets de pesées une quantité extraite de 117 719 tonnes entre le début de l'année et le mois de septembre 2023. Cette quantité est compatible avec les quantités autorisées.
<b>Observations :</b> Concernant les quantités extraites, au bout de 9 mois en 2023, seul 57% (117 719 sur 205 6000 t)

de la quantité de production annuelle moyenne autorisée ont été extraits.  
Il convient que l'exploitant veille à conserver une cadence de production en adéquation avec le phasage prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. En effet, il ne reste que 3 années pour finaliser la phase 1 et la phase 2 sera la dernière phase quinquennale avant l'échéance de l'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Plan d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, articles 3.2.2 & 3.2.3

**Thème(s) :** Autre, Contenu du plan

### **Prescription contrôlée :**

#### **ARTICLE 3.2.2 Coupes**

Des profils sont réalisés tous les ans, dans les zones exploitées tous les 100 mètres et dans les zones où sont constituées des zones de haut-fond. Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelles des fronts d'exploitation.

Ces coupes/profils présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 4.5.1 du présent arrêté, et les pentes des talus existants et réalisés.

#### **ARTICLE 3.2.3 Mise à jour et archivage**

Les plans et les coupes sont établis par un géomètre-expert.

Le plan d'exploitation et les coupes sont mises à jour au moins annuellement, à l'exception des courbes bathymétriques qui sont mises à jour au moins tous les deux ans.

Le plan d'exploitation et les profils/coupes mis à jour sont annuellement adressés à l'inspection des installations classées au plus tard le 15 décembre.

Tous les plans d'exploitation mis à jour et les coupes sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, ou communiqués sur simple demande.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment que des coupes supplémentaires (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.

### **Constats :**

Il est présenté à l'inspection un plan d'exploitation relevé par un géomètre datant du 23 août 2023 (bathymétrie du 17 juin 2022) et des profils du 21 août 2023.

Une copie du plan est transmise à l'inspection par courrier du 15 novembre 2023.

L'examen du plan d'exploitation révèle que la profondeur maximale autorisée en extraction (de 37 m, soit 193 m à la cote NGF fixé à l'article 3.5.1 de l'arrêté préfectoral) est respectée.

L'inspection des installations classées constate toutefois que ce plan ne comporte pas de profils sur les zones en extraction à sec, ni sur les zones où les banquettes périphériques sont en cours de remise en état, ce qui constitue une non-conformité.

### **Observations :**

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que dans la partie nord du site, exploitée à sec, le profil des talus en fin d'exploitation devra respecter la pente de 1/1,5 (voir l'extrait du plan d'exploitation repris ci-dessous). Cette pente devra être obtenue par extraction et non par remblaiement conformément à l'arrêté préfectoral.

L'exploitant s'assurera au travers des profils qui seront relevés sur le plan d'exploitation que les profils prévus à la remise en état peuvent bien être obtenus par extraction.



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Fronts d'abattage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fronts d'abattage

**Prescription contrôlée :**

Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.

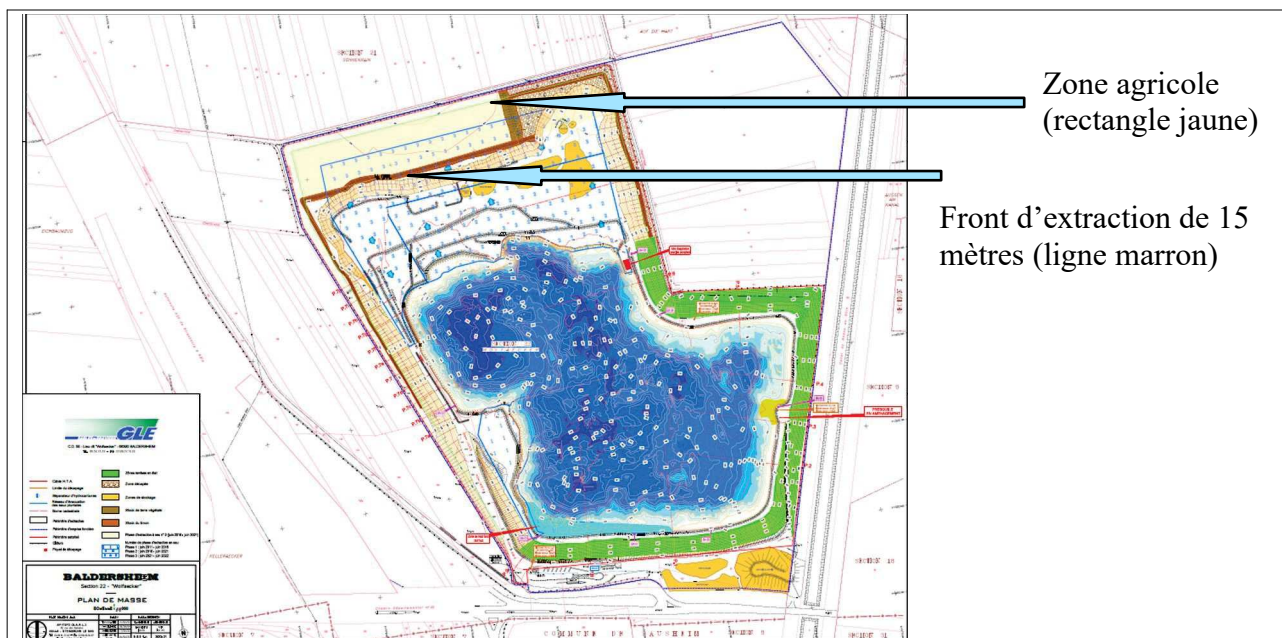
« Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

« A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

**Constats :**

Il a été constaté la proximité immédiate du front d'exploitation à sec avec un champ encore en culture (dont l'exploitant est propriétaire et situé au nord-ouest du périmètre d'exploitation du site). Le champ est séparé du front de taille par un merlon de terre d'environ 3 m de haut et 5 m de large. Cette partie du gisement sera exploitée en dernière phase d'exploitation du site.

La hauteur du front est de 15 mètres (mesure prise sur le plan d'exploitation), comme prescrit dans l'article 11.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et repris dans l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 02/02/2023, concernant la phase 1 de l'exploitation.



#### Observations :

L'exploitant veillera à la stabilité des fronts à sec.

Il s'est engagé à mettre en place des mesures de précaution afin de mettre en sécurité les activités réalisées sur la zone matérialisée en jaune sur le schéma ci-dessus (champ agricole). Il a notamment indiqué que cette parcelle sera prochainement mise en jachère.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Garanties financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, articles 1.4.2 et 1.4.3

**Thème(s) :** Autre, Établissement des garanties financières

#### Prescription contrôlée :

ARTICLE 1.4.2 Montant des garanties financières

[...]

Phasage d'exploitation concerné	Montant TTC des garanties financières (*)
Phase 1 : de la signature de l'arrêté d'autorisation d'exploiter jusqu'au 9 juin 2027	166 569 €
[...]	

[...]

#### ARTICLE 1.4.3 Établissement des garanties financières

Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

#### Constats :

L'attestation de la constitution des garanties financières éditée par la banque populaire est transmise par courrier le 04 août 2023 à l'inspection des installations classées. Le montant de 166 569€ est conforme à la phase en cours (phase 1) et couvre la durée de celle-ci : du 2 février 2023 au 9 juin 2027.

#### Observation :

Il est à noter toutefois que le document ne mentionne pas le dernier arrêté préfectoral, daté du 02 février 2023. L'acte de cautionnement fait référence aux arrêtés préfectoraux antérieurs qui ne

sont plus en vigueur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Reconstitution des banquettes périphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 3.5.2.2

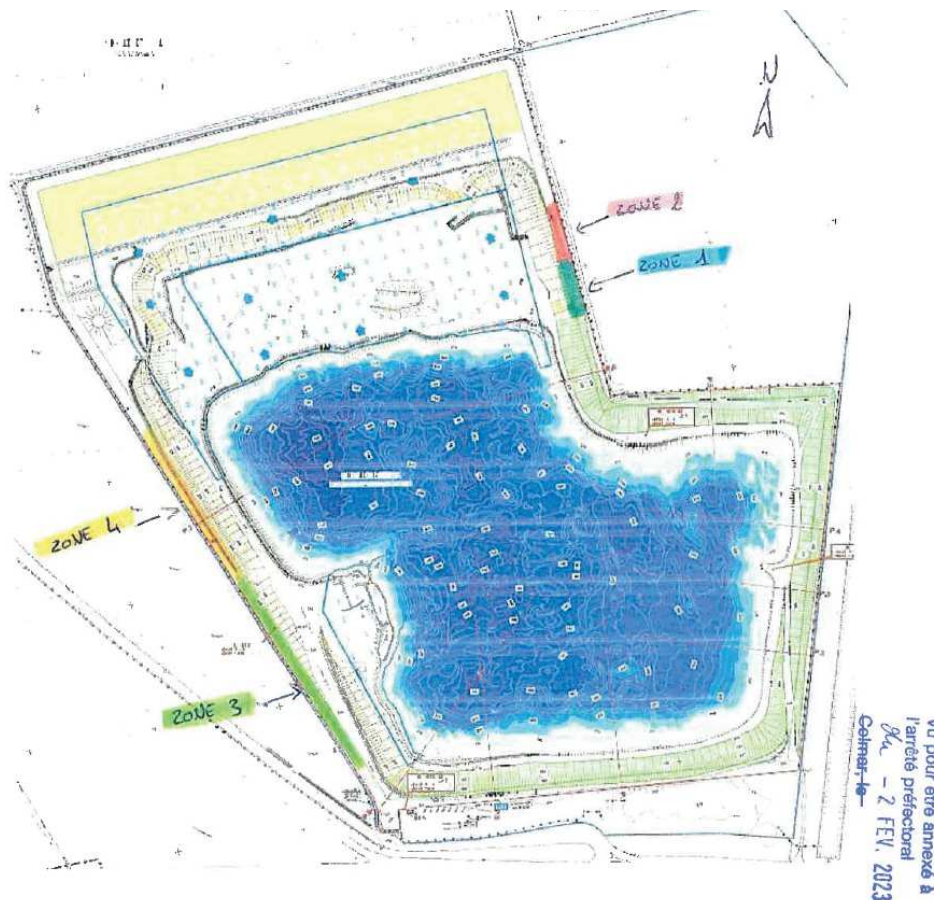
**Thème(s) :** Risques accidentels, Reconstitution des banquettes périphériques

**Prescription contrôlée :**

La distance horizontale d'au moins 10 mètres entre les bords de l'excavation et la limite autorisée du site sera rétablie pour les talus Est et Ouest répartis en quatre zones numérotées de 1 à 4 et reportées sur le plan en annexe 7 du présent arrêté. Ces opérations seront réalisées en respectant les échéances suivantes :

Zones	Opérations	Échéances
1, 2 et 4	Phase de latence permettant le tassement des matériaux, distance de 10 m reconstituée	30/11/22
1, 2 et 4	Banquettes périphériques de 10 m terminées	31/12/22
3	Banquette périphérique élargie à 5 m	30/11/23
	Phase de latence permettant le tassement des matériaux	30/11/24
	Élargissement de la banquette à 10 m	15/03/24
	Phase de latence permettant le tassement des matériaux, distance de 10 m reconstituée	15/03/25
	Banquette périphérique de 10 m terminée	30/04/25

Annexe 7 - Localisation des zones 1 à 4 à remettre en état



Ces banquettes périphériques sont constituées avec les matériaux listés ci-dessous du site de la carrière de Baldersheim de la société Ganter Lavigne Extraction :

- du tout-venant alluvionnaire,







sur 24 heures. En ce qui concerne les paramètres MEST – DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

L'exploitant fait réaliser une fois par an, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions.

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**  
Il est constaté par l'inspection que les mesures de concentrations de Matières En Suspension Totales (MEST) sont de 81 mg/L pour une concentration autorisée de 35 mg/L (mesures transmises par l'exploitant via la plate-forme d'autosurveillance en ligne GIDAF le 12 décembre 2022, relevé effectué le 21 novembre 2022).  
Le rejet n'est donc pas conforme.

**Observations :**  
Au jour de la visite d'inspection, l'exploitant déclare avoir connaissance de ce problème et envisage divers actions correctives (filtrage, augmentation de la périodicité de curage du séparateur ...)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 7 : Surveillance des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 2.6.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des déchets

**Prescription contrôlée :**  
Conformément à l'article R.541-43 de code de l'environnement concernant les déchets dangereux et autres , l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets. L'arrêté ministériel de 31 mai 2021 susvisé fixe les informations devant être contenues dans ces registres.

**Constats :**  
L'exploitant a fourni d'une part le registre sous forme informatique et d'autre part les deux Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD).  
Ces documents sont desrécépissés trackdéchets, associés aux deux lignes du tableau ci-dessous. L'un concerne la partie liquide et l'autre la partie solide des déchets issus du curage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures. Ces documents présentent le producteur du déchet, l'installation de destination, leurs dénominations, leur conditionnement et leur quantité estimée.

Site de GLE							
Date expédition déchet	Nature du déchet	Nomenclature déchet	Quantité déchet (en tonne)	Nom/adresse collecteur	Numéro BSD	Nom/adresse lieu dernière destination connue	Code traitement
02/05/2023	boues provenant du séparateur hydrocarbures	13 05 02*	0,08	SARP OSIS EST ZAE HEIDEN EST 6 rue du Luxembourg 68310 WITTELSHEIM	BSD-20230425-VJZCV8JV2	SOTREFI ZI Technoland 48 rue des Tonneliers 25461 ETUPES	D9
02/05/2023	eau mélangée à des hydrocarbures	13 05 07*	2,92	SARP OSIS EST ZAE HEIDEN EST 6 rue du Luxembourg 68310 WITTELSHEIM	BSD-20230425-J06ZX89HW	SOTREFI ZI Technoland 48 rue des Tonneliers 25461 ETUPES	D9F

L'exploitant a été en mesure de fournir les justificatifs attendus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 5.5.4-a				
Thème(s) : Risques chroniques, programme de surveillance (eaux souterraines)				
Prescription contrôlée : Surveillance qualitative : Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualités fixées par le SDAGE). L'exploitant fait analyser les paramètres suivants avec les fréquences associées :				
N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Fréquence des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
-04133X0072/ 1_AMT  - 04133X0073/ 2_AVL	- 1 Puits Amont	Semestrielle; en périodes de: - basses eaux - hautes eaux(*)	Paramètres physico-chimiques	
			Température	1301
			pH	1302
			Conductivité	1303
	-1 Puits Aval          - plan d'eau de la carrière		les paramètres (*) ne sont à rechercher qu'une fois par an, en période de basses eaux  	

**N° 9 : Formation à la lutte contre les incendies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention et de confinement.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que le site est exploité par trois personnes, réparties entre la gestion du pont bascule, le pilotage de la drague flottante et la conduite d'engins (chargeuse). Au jour de la visite, il déclare qu'une seule de ces trois personnes est formée à la lutte contre les incendies, ce qui constitue une non-conformité.
<b>Observations :</b> L'exploitant justifie ceci du fait du recrutement récent des deux autres employés. Une formation est programmée dans un délai proche. En effet, par mail du 23 octobre 2023, l'exploitant indique avoir programmé pour ses trois personnels une formation le 11 décembre 2023 avec un organisme compétent. Il convient que l'exploitant fournisse à l'inspection des installations classées les attestations de formation de toutes les personnes œuvrant sur le site à la suite de leur formation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours